

taux énorme de 6 p. 100 d'intérêt annuel. Notre crédit national est soumis à un incroyable effort. Le public est grevé de fardeaux qu'on aurait jugés incroyables, il y a quelques années, et il les supporte sans murmurer, afin de soutenir la guerre et pour permettre au Gouvernement de coopérer, dans la plus large mesure possible, avec l'empire. Or, c'est en ce moment, c'est en présence de pareille situation, que le ministre vient demander au pays de se grever de ce nouveau fardeau de près d'un demi-milliard de dollars, et de se charger d'une dette d'un chiffre inconnu, qui pourrait s'élever à trente, quarante, cinquante ou soixante millions de plus, que MM. Mackenzie et Mann empocheront. Ces messieurs forcent en outre le pays à dépenser, dans un prochain avenir, encore bien des millions, afin de construire et d'entretenir un réseau d'un type qui donnera satisfaction au public, si le Gouvernement en fait l'acquisition. Or, le ministre prend pareille attitude, en présence de la déplorable situation financière du Canada, en présence de l'énorme taux d'intérêt que le pays est obligé de payer. Le ministre prétend que j'ai changé d'avis. Et lui donc? L'an dernier, il donnait à entendre au Parlement qu'à son avis, il était mille fois préférable de prêter provisoirement notre concours financier à ce réseau, pour l'aider à traverser cette crise et il ajoutait qu'il veillerait...

L'hon. sir THOMAS WHITE: Mon honorable ami représente mon attitude sous de fausses couleurs. L'an dernier, j'ai dit que ces demandes réitérées d'aides devenaient intolérables et qu'il nous faudrait charger une commission de trouver une solution stable et permanente à la situation des chemins de fer au Canada.

L'hon. M. PUGSLEY: Le ministre ne nous a pas dit qu'il grèverait le pays de cette dette incroyable et qu'il se chargerait de ces énormes obligations, au cours de la guerre. Il affirmait qu'il déplorerait tout mouvement qui tendrait à grever le pays d'une si lourde dette. Avant tout, ajoutait-il, il faut avoir le souci du crédit national et des obligations que cette guerre impose au pays; et voici la seule conclusion qu'on put tirer de l'argument du ministre: une fois que cette commission aurait terminé ses travaux et présenté son rapport, quand renaîtront des jours meilleurs, après la guerre, lorsque notre crédit national sera rétabli et que la prospérité reviendra, alors le Gouvernement prendra une décision au sujet de ces deux vastes réseaux.

J'ai pensé qu'il était désirable de faire ces observations en présence des déclara-

tions faites hier par le premier ministre et le ministre des Finances.

M. CARVELL: Je n'ai pas pu être présent à la Chambre hier et je n'ai pas entendu tout ce que le ministre des Finances a dit. Je voudrais savoir s'il peut dire au comité combien il faudrait d'argent pour payer les dettes actuelles de la compagnie.

Peut-il aussi présenter une évaluation, basée sur des données raisonnables, du montant nécessaire pour achever la construction du réseau? Par exemple, nous savons que le terminus de Montréal est à moitié fini, que le terminus de Vancouver est dans la même condition; qu'il y a d'énormes ouvrages en treillis sur le bras nord du Thompson et sur le Fraser et qu'il y a des parties inachevées ou incomplètes de voies sur tout le réseau.

Avant que le Parlement puisse prendre une décision raisonnable au sujet de cette proposition, nous devrions savoir exactement où nous en sommes, parce que la résolution laisse entendre que le Gouvernement a l'intention de conserver l'identité du Nord-Canadien, intention que j'approuve dans un sens, parce que dans les conditions financières actuelles ce serait une affaire sérieuse d'être obligés de liquider toutes les dettes. Le Nord-Canadien doit être maintenu comme exploitation distincte, mais entièrement sous l'autorité de l'Etat. Or, si l'Etat doit en prendre l'exploitation, il devra finir le chemin de fer, et je crois que le comité devrait avoir des chiffres aussi précis que le ministre pourra en fournir sur le montant nécessaire pour payer le passif actuel et compléter les lignes telles qu'elles ont été projetées.

Je ne dis pas que cela doit se faire cette année; il faudra employer peut-être deux ou trois ans pour finir les travaux.

L'hon. sir THOMAS WHITE: J'ai exposé assez complètement hier soir tout ce que demande aujourd'hui mon honorable ami. Pour les termini de Montréal et de Vancouver, il reste entre les mains du receveur général une partie des fonds provenant des \$45 millions et qui sont disponibles pour achever ces travaux.

Quant au matériel roulant, j'ai dit, hier soir, que le rapport Drayton-Acworth en faisait mention et que si la compagnie avait déclaré qu'il faudrait pour \$25 millions de matériel roulant le rapport de la commission disait qu'il faudrait du matériel roulant pour \$50 millions répartis sur cinq années. Mais le rapport dit que cette évaluation est faite en escomptant que le réseau sera augmenté de 90 pour